

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon  
Bureaux -3 rue du Carbone - Orléans la Source  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 15/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABLES ET MINÉRAUX**

RD 952  
45460 Bray-Saint-Aignan

Références : n°168/2026  
Code AIOT : 0010004247

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2026 dans l'établissement SABLES ET MINÉRAUX implanté Chemin des Pâtures 45430 Chécy. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme prévisionnel de l'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLES ET MINÉRAUX
- Chemin des Pâtures 45430 Chécy
- Code AIOT : 0010004247

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Chécy est un site très ancien qui réalisait des activités de criblage, tamisage et séchage de sables et graviers. Les activités ont débuté sur ce site en 1972 et sont réglementées actuellement par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1999. Au vu des dernières capacités de production, les activités relevaient du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2515 et 2517. Les activités criblage, tamisage, et séchage ont été transférées il y a 5 ans, sur le site de Bray Saint Aignan. Il résidait qu'une activité de transit de big-bags de sables fin 2025. Depuis le site n'est plus exploité.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 6  | Limitation des déchets entreposés | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.1.            | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 60 jours              |
| 7  | Cessation d'activité              | Code de l'environnement du 13/04/2026, article R512-46-25 | Demande d'action corrective                                                                                                | 90 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|----------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Classement administratif rubrique 2515 | Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1    | Sans objet        |
| 2  | Classement administratif 2517          | Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1    | Sans objet        |
| 3  | Classement administratif rubrique 2910 | Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1    | Sans objet        |
| 4  | Classement administratif rubrique 2930 | Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1    | Sans objet        |
| 5  | Limitation des accès au site           | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2. | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'étant plus exploité, une cessation d'activité doit être réalisée par l'exploitant en vue d'une réhabilitation future.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Classement administratif rubrique 2515**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                              |        |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                              |        |            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités de tamisage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                              |        |            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société, (...)<br>Celles-ci relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                              |        |            |
| rubriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | désignation de l'activité                                                                                                                                                                                    | Volume | Classement |
| 2515                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes | 735 KW | A          |
| <b>Constats :</b><br><br>D'après les informations fournies par l'exploitant, les activités de tamisage et criblage des sables ont cessé il y a environ 5 ans pour être délocalisées sur le site de Bray Saint Aignan.<br>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les installations de tamisage et criblage sont encore présentes mais que ces installations ne sont plus en capacité de fonctionner. De plus, l'inspection constate que le site a été vandalisé et l'ensemble des installations électriques détruites (vol des câbles).<br><br>A la demande de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'il n'y aurait pas de reprise de cette activité sur ce site.<br><br><b>Plus d'activité selon la rubrique 2515 sur le site.</b><br><b>Pas d'écart relevé.</b> |                                                                                                                                                                                                              |        |            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                              |        |            |

**N° 2 : Classement administratif 2517**

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                              |                      |            |           |                           |        |            |      |                                                              |                      |   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------|------------|-----------|---------------------------|--------|------------|------|--------------------------------------------------------------|----------------------|---|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, entreposage de matériaux inertes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                              |                      |            |           |                           |        |            |      |                                                              |                      |   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société, (...) <p>Celles-ci relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>rubriques</th> <th>désignation de l'activité</th> <th>Volume</th> <th>Classement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2517</td> <td>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux</td> <td>25 000m<sup>2</sup></td> <td>D</td> </tr> </tbody> </table>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                              |                      |            | rubriques | désignation de l'activité | Volume | Classement | 2517 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux | 25 000m <sup>2</sup> | D |
| rubriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | désignation de l'activité                                    | Volume               | Classement |           |                           |        |            |      |                                                              |                      |   |
| 2517                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux | 25 000m <sup>2</sup> | D          |           |                           |        |            |      |                                                              |                      |   |
| <b>Constats :</b><br><br>D'après les informations transmises par l'exploitant, le site était encore utilisé pour l'entreposage des produits fabriqués sur le site de Bray-Saint-Aignan (big-bags de sables et graviers) il y a encore 6 mois.<br>Malheureusement, ce site n'étant plus exploité, il n'y a plus de présence humaine permanente sur place. Cette situation a permis de nombreux actes de vandalisme ces derniers mois (big-bag éventrés). L'exploitant a donc suspendu son activité de transit des produits finis en attente d'expédition.<br>Lors de la visite du site l'inspection a pu constater que des stocks de sables en vrac sont encore présents (environ 20 à 25000 tonnes d'après l'exploitant)<br>La surface occupée par les stocks le jour de la visite était d'environ 15 000 m <sup>2</sup> .<br>Interrogé sur le devenir de ces matériaux, l'exploitant a indiqué que 10 000 tonnes ont été vendues à un club de motos et seront évacuées prochainement.<br>Le reste devrait être évacué dans les trois ans.<br><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b> |                                                              |                      |            |           |                           |        |            |      |                                                              |                      |   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                              |                      |            |           |                           |        |            |      |                                                              |                      |   |

**N° 3 : Classement administratif rubrique 2910**

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                           |        |            |           |                           |        |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------|------------|-----------|---------------------------|--------|------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement de la Chaudière                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                           |        |            |           |                           |        |            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société, (...) <p>Celles-ci relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>rubriques</th> <th>désignation de l'activité</th> <th>Volume</th> <th>Classement</th> </tr> </thead> <tbody> </tbody> </table> |                           |        |            | rubriques | désignation de l'activité | Volume | Classement |
| rubriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | désignation de l'activité | Volume | Classement |           |                           |        |            |

|         |                            |     |    |
|---------|----------------------------|-----|----|
| 2910 A2 | Installation de combustion | 3MW | DC |
|---------|----------------------------|-----|----|

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les bâtiments ne sont plus exploités. A noter également que les fours de séchage ne sont plus en état de fonctionner et ne sont plus alimentés en gaz.

Par conséquent, le site ne relève plus d'un classement selon la rubrique 2910.

**Pas d'écart relevé sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Classement administratif rubrique 2930**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, atelier de réparation

**Prescription contrôlée :**

La société, (...)

Celles-ci relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes:

| rubriques | désignation de l'activité                                                                | Volume | Classement |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------|------------|
| 2930 b    | Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteur surface inférieure à 2000 m²) | 525 m² | NC         |

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le bâtiment, d'entretien et de réparation des installations n'était plus exploité. Il ne relève donc toujours pas d'un classement.

**Pas d'écart relevé sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Limitation des accès au site**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture du site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>Sur le site, l'inspection a pu constater que le site est clôturé sur l'ensemble du périmètre. Un portail ferme l'entrée et des panneaux de signalisation indique l'interdiction d'entrée et que le site est sous surveillance vidéo.<br><br>Le site n'est donc pas en libre accès pour les étrangers à la société.<br><br><b>Pas d'écart relevé sur ce point même si des intrusions avec effraction ont été constatées ces derniers mois.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 6 : Limitation des déchets entreposés**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, limitation des déchets entreposés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que le site n'était effectivement plus exploité. Une benne est présente sur le parking. L'exploitant indique que celle-ci a été amenée pour permettre la collecte des déchets non dangereux banaux (big-bags vandalisés, futs plastiques, pots en plastiques...). Ces déchets sont ensuite évacués vers une filière de déchets industriels banaux (DIB). La quantité de déchets plastiques encore présents est estimée par l'inspection à 50 m <sup>3</sup> .<br><br>Dans le bâtiment Sud, utilisé pour la préparation des graviers colorés, l'inspection constate la présence des déchets non dangereux (plastiques, big-bag...) mais également des fûts ou seaux de produits présentant des pictogrammes avec des mentions de danger (résine, peinture, solvant...) Certains de ces fûts ou seaux contiennent encore des produits.<br><br>Les poudres pigmentaires utilisées dans les colorations des graviers d'aquarium sont également |

présents.

L'ensemble de ces déchets dangereux, y compris les fûts vides ayant contenus des substances dangereuses doivent faire l'objet d'une évacuation rapide.

Les pigments, même s'ils ne sont pas considérés comme des substances dangereuses et qu'il sont encore dans un bâtiment à l'abri des intempéries doivent également être évacués sans tarder pour éviter de se retrouver dans la nature ou dans les eaux.

**Écart: L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions pour limiter les déchets sur le site et notamment les déchets dangereux et les pigments.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de l'évacuation de l'ensemble des déchets du bâtiment Sud. Les FDS des poudres pigmentaires sont également adressées à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 7 : Cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2026, article R512-46-25

**Thème(s) :** Situation administrative, déclaration de cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite du site l'inspection a constaté:

- que les installations de concassage, tamisage, criblage (rubrique 2515) séchage (rubrique 2910) n'étaient plus exploitées.
- que même si des produits minéraux (sables) sont toujours présents sur le site, l'activité de transite n'est plus exercée depuis 6 mois.

Interrogé sur l'avenir du site, l'exploitant indique être en contact avec la municipalité pour une

reconversion du site. Dans l'attente d'un projet concret, le siège social de Sables et Minéraux est toujours localisé à cette adresse. C'est pour cette raison que l'exploitant n'a pas réalisé les démarches pour déclarer la cessation des activités ICPE.

L'inspection rappelle que la procédure de cessation d'activité n'oblige en rien l'exploitant à déménager son siège social ou même cesser des activités non classables sur le site.

**Écart : L'exploitant n'a pas déclaré la cessation des activités classées sur son site.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu des constats relevés, l'inspection demande à l'exploitant de procéder aux opérations prévues à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement relatif à la mise en sécurité complète du site, et dès que ces mesures ont été réalisées procède sans tarder aux opérations prévues aux articles R512-46-24 bis à R512-46-29 (définition de l'usage futur, diagnostic de l'état du sol, réhabilitation le cas échéant... ).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 90 jours